

Communiqué

« À » qui la faute ?

Une des trois agences de notation, Standard & Poor's, a décidé vendredi 13 janvier d'abaisser la note de neuf pays européens dont la France. Celle-ci a donc perdu son triple A, dont le maintien était devenu depuis quelques mois l'objectif central de la politique menée par le gouvernement, justifiant ainsi la contre-réforme des retraites et les plans d'austérité qui se sont empilés depuis plusieurs mois.

A travers ces abaissements des notes de neuf pays sur dix sept de la zone euro, c'est l'ensemble des mesures prises lors des sommets européens dits de la dernière chance qui se sont succédés pendant l'année 2011 qui sont condamnées par cette agence de notation. Cette condamnation porte en perspective, à quelques jours du sommet anti-social du 18 janvier, de nouvelles mesures d'austérité et risque de renforcer encore le chômage et la spirale récessive dans laquelle l'ensemble des pays de la zone euro reste enfermé. Elle confirme que les agences de notation sont un facteur d'aggravation de la crise. Encore une fois, ce sont les peuples qui sont menacés de payer pour une crise dont ils ne sont en rien responsables.

Pourtant des solutions existent, par exemple en permettant enfin à la BCE de prêter aux États de la zone euro afin de mettre un coup d'arrêt à cette aberration qui permet aux banques d'emprunter à la BCE au taux de 1 % pour ensuite prêter aux États à des taux exorbitants : au 13 janvier les taux des obligations à dix ans sont de 12,40 % pour le Portugal, 6,66 % pour l'Italie, 5,31 % pour l'Espagne, 3,29 % pour l'Autriche et 3,12 % pour la France. Pour la Grèce après plusieurs plans d'austérité, censés permettre de sauver ce pays et qui n'ont fait que paupériser sa population, ils sont à 44,59 % !

Pour l'Union syndicale Solidaires, pour sortir de cette spirale absurde, l'Union Européenne doit changer radicalement de politique. Cela ne sera possible que si les citoyens refusent la résignation et prennent en main leurs affaires, en imposant un véritable débat démocratique sur les politiques économiques face à la dette publique et à la pression des marchés. Telle est l'ambition de l'initiative d'audit citoyen lancée en France et dans plusieurs autres pays européens.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est aujourd'hui indispensable et urgent de construire au niveau européen les mobilisations nécessaires pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.

Paris le 14 janvier 2012